

SYRIE

La grève se poursuit dans certaines régions

Le régime syrien, confronté depuis neuf mois à une révolte populaire violemment réprimée, a organisé hier des élections municipales dans le pays où les militants pro-démocratie ont lancé une campagne de désobéissance civile.

Les Syriens se rendaient aux urnes pour élire leurs représentants dans les municipalités. Il s'agit du premier scrutin organisé depuis le début du mouvement de contestation sans précédent contre le régime du président Bachar Al-Assad le 15 mars.

Plus de 14 millions d'électeurs sont appelés aux urnes. Les bureaux de vote ont ouvert à 8h locales (6h GMT) et doivent fermer à 22h locales (20h GMT). Il y a plus de 42 000 candidats pour 17 000 sièges. «Les élections se déroulent dans le calme, dans un climat démocratique et il y a une bonne affluence», a déclaré le chef du Haut Comité des élections, Khalaf al-Ezzawi.

Dans les bureaux de vote à Doueila et à Kafar Soussé à Damas, les électeurs étaient devenus plus nombreux en milieu de matinée, selon des responsables sur place. «J'ai voté car nous voulons contribuer aux réformes en éliminant les meilleurs», a dit, sans vouloir révéler son identité complète, Zeina, 35 ans, en sortant d'un bureau de vote place des Omeyyades. Ahmad, un chauffeur de taxi, s'exprimant également sous couvert d'anonymat, a estimé que «tout le monde doit voter pour répondre à ceux qui appellent à la grève».

Il faisait référence aux militants pro-démocratie qui ont lancé une campagne de désobéissance civile entamée dimanche par une grève générale. Lundi, la grève générale se poursuivait dans toute la région de Deraa (sud), berceau de la contestation, alors qu'elle était largement observée dans la ville de Douma près de Damas.

«Hier nous avons commencé la grève générale (...) qui se poursuivra jusqu'à la chute du tyran. Aujourd'hui, nous n'enverrons pas nos enfants à l'école», ont écrit les militants pro-démocratie sur leur page Facebook «Syrian Revolution 2011».

Sur le terrain, les violences se sont poursuivies. Des affrontements opposaient des déserteurs à des forces de sécurité dans deux hauts lieux de la contestation, Idleb (nord-ouest) et Deraa, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Quatre civils ont été tués

par des tirs des forces de sécurité dans la province de Homs, et trois autres ont en outre été tués à Idleb, a précisé l'OSDH dans un communiqué. Selon cette organisation, «les autorités ont contraint des dizaines de citoyens à aller voter à Idleb».

Ces municipales ont été organisées en vertu de la nouvelle loi électorale adoptée pour «renforcer le principe de la décentralisation», selon les autorités.

«Ces élections se déroulent à la date prévue conformément au programme de réformes. Cela prouve la détermination des dirigeants et du peuple syriens à avancer dans l'application du programme de réformes», a déclaré le ministre syrien de l'Information à l'AFP.

«Elles surviennent alors que certains ont misé vainement sur leur arrêt, à travers des actes terroristes perpétrés par des groupes armés et en terrifiant les citoyens», a-t-il poursuivi en rappelant que des élections



Les Syriens votent pour élire leurs représentants municipaux.

législatives devaient se tenir en février 2012. Mais un opposant sous couvert de l'anonymat s'est dit «étonné que des élections se déroulent dans ces circonstances. Ces élections n'intéressent pas les villes en soulèvement» en parlant notamment de certains quartier de Homs où «les gens restent terrés chez eux». Le scrutin a pu être organisé seulement, selon lui, «dans des

régions qui ne se sont pas encore soulevées contre le régime», c'est-à-dire Alep, certains quartiers de Damas, les villes de Soueida et Quneitra (sud), Tartous (nord-ouest) et certains quartiers de Lattaquié et Banias.

Le mouvement de contestation a été lancé pour réclamer des réformes démocratiques, mais face à la détermination du régime à le

mater, les manifestants ont ensuite exigé le départ de M. Assad. Ce dernier avait promis à maintes reprises des réformes susceptibles de mettre fin à l'hégémonie de son parti, le Baas, et a même promulgué le 4 août un décret autorisant le multipartisme, mais les forces de sécurité et l'armée ont continué à réprimer la contestation faisant plus de 4 000 morts depuis mars selon l'ONU.

La fin de la toute-puissance du parti Baas est l'une des principales revendications de la contestation, avec la libération des prisonniers politiques et la levée de l'état d'urgence obtenue en avril.

Par ailleurs, les autorités syriennes ont démenti lundi toute implication dans l'attentat perpétré vendredi dans le sud du Liban contre des Casques bleus français de la Force intérimaire de l'ONU (Finul).

«La Syrie n'a aucun lien avec cette action que nous dénonçons», a déclaré le porte-parole des Affaires étrangères Jihad Makdessi dans un communiqué, en critiquant les propos «manquant de preuves» du chef de la diplomatie française Alain Juppé qui a dit que la Syrie est «sans doute» derrière l'attentat.

Israël ferme la rampe de l'esplanade des Mosquées

Israël a fermé la rampe d'accès à l'esplanade des Mosquées à Jérusalem, utilisée par les non-musulmans, en invoquant le mauvais état de la construction, une mesure fustigée par les Palestiniens.

La municipalité avait annoncé le 8 décembre avoir ordonné la fermeture dans les sept jours de cette rampe, au risque de déclencher des protestations dans le monde arabo-musulman très sensible à toute éventuelle atteinte à l'esplanade des Mosquées, notamment la Jordanie, qui en est la gardienne. «La structure a été fermée sur ordre de la municipalité», a déclaré lundi à l'AFP une porte-parole de la police, Louba Samri.

«L'esplanade des Mosquées est ouverte comme d'habitude aux fidèles musulmans», a ajouté la police dans un communiqué.

«La police et la Fondation pour le Mur Occidental (organisme israélien chargé du mur des Lamentations, ndlr) ont décidé hier (dimanche) de fermer la rampe provisoire de la porte des Maghrébins. Cela fait suite à une lettre de la municipalité exprimant

une inquiétude et donnant à la fondation sept jours pour faire appel de cet ordre», a déclaré le porte-parole de la mairie, Stephan Miller.

Le mouvement islamiste palestinien Hamas, qui gouverne la bande de Gaza, a dénoncé une «déclaration de guerre religieuse contre les lieux saints musulmans à Jérusalem», dont la partie orientale a été occupée et annexée par Israël en 1967.

«Cette mesure grave traduit le plan israélien d'agression contre la mosquée Al-Aqsa, qui a déjà commencé dans les faits», a affirmé à l'AFP Fawzi Barhoum, un porte-parole du Hamas, appelant à «une mobilisation arabe et islamique pour arrêter cet événement dangereux».

«Nous condamnons et rejetons cette escalade israélienne», a déclaré pour sa part à l'AFP Nabil Abou Roudeina, le porte-parole du prési-

dent palestinien Mahmoud Abbas.

«Nous considérons que ces pratiques, que ce soit la fermeture de la porte des Maghrébins à Jérusalem, les agressions des colons ou la décision de construire 40 nouvelles unités de colonisation visent à saper les efforts internationaux, en particulier ceux du Quartette, qui tente de ressusciter le processus de paix», a-t-il ajouté.

A Amman, le guide des Frères musulmans jordaniens Houmam Saïd a condamné «une atteinte flagrante aux lieux saints musulmans», prônant «la lutte contre l'entité sioniste pour libérer les territoires occupés».

«L'ingénieur de Jérusalem Shlomo Eshkol a émis un ordre de fermeture immédiate de la rampe provisoire donnant accès à la porte des Maghrébins», car cette construction «constitue un danger pour la sécurité du public et en raison de son caractère inflammable», avait expliqué la mairie. En novembre, les autorités israéliennes avaient reporté la démolition de cette structure, de

crainte de vagues de protestations dans le monde arabo-musulman.

Cette rampe en bois conduit de l'esplanade, qui abrite le troisième lieu saint de l'islam, au mur des Lamentations, principal site de pèlerinage du judaïsme.

Elle a été érigée en 2004 à titre provisoire après l'effondrement d'un précédent passage et permet aux visiteurs non musulmans ainsi qu'aux forces israéliennes d'accéder à l'esplanade.

En février 2007, un projet de rénovation de la rampe avait été arrêté face aux protestations dans le monde musulman, inquiet de possibles atteintes aux monuments islamiques de la Vieille Ville.

Selon le Waqf, l'office des biens religieux musulmans, les travaux menaçaient les fondations de l'esplanade. Le Waqf considère en outre que le chantier appartient au domaine d'Al-Aqsa et abrite des sites archéologiques islamiques et que l'ouvrage relève donc de sa seule responsabilité.

MALI

Le commando qui a enlevé deux Français en novembre arrêté

Le commando qui avait enlevé deux ressortissants français le 24 novembre à Hombori, dans le nord-est du Mali, a été arrêté en territoire malien, a appris lundi l'AFP de sources sécuritaires au Mali.

«Le commando auteur de l'enlèvement des deux Français de Hombori a été arrêté par les services de sécurité du Mali», a affirmé une de ces sources, information confirmée par une autre source des services maliens, sans donner de précisions sur le nombre de personnes arrêtées, ni sur les circonstances de ces arrestations. Les deux otages ne se trouvaient pas avec le commando au moment de son arrestation, a-t-on ajouté. Ces sources ont indiqué que les arrestations avaient eu lieu sur «notre territoire», au Mali, et que «les

enquêtes se poursuivent». Les deux Français, Serge Lazarevic et Philippe Verdon, avaient été kidnappés par des hommes armés vers 01h du matin (locale et GMT) à leur hôtel de Hombori et emmenés vers une destination inconnue. Leur enlèvement a été revendiqué la semaine dernière par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) qui a également revendiqué celui de trois autres otages européens le lendemain à Tombouctou, également dans le nord du Mali.

Un touriste allemand qui était avec ces trois hommes et avait résis-

té a été tué d'une balle dans la tête par les ravisseurs. L'organisation a fait publier deux photos des otages entourés d'hommes en armes, l'une des deux Français, l'autre des trois Européens de Tombouctou.

Au total, douze Européens, dont six Français, sont retenus dans le Sahel par Aqmi et un groupe présenté comme dissident, le Mouvement Unité pour le jihad en Afrique de l'Ouest. MM. Lazarevic et Verdon s'ajoutent aux quatre Français enlevés par Aqmi en septembre 2010 à Arlit, dans le nord du Niger, sur un site d'extraction d'uranium du groupe nucléaire français Areva.

Les deux hommes, présentés comme des «géologues» travaillant au Mali pour une entreprise locale, ont

un passé trouble dans des zones instables d'Afrique et des Balkans, qui a suscité des questions sur les raisons de leur présence dans cette zone dangereuse du Mali au moment de leur enlèvement.

Dans les heures suivant leur rapt, des recherches menées par les armées française et malienne dans la région d'Hombori et de la ville de Gao, située à proximité, étaient restées infructueuses. Le ministre français de la Défense, Gérard Longuet, a déclaré dimanche à Nouakchott que Paris garde «par tous moyens appropriés le maximum de canaux d'informations et, le cas échéant, de négociations» pour obtenir la libération des otages. Il a cependant affirmé que «la France n'est pas respon-

sable du comportement de ses ressortissants qui vivent à l'étranger». «Il y aura toujours de par le monde des Henry de Monfreid et des (Arthur) Rimbaud (écrivain et poète aventuriers français) qui vivent leurs propres aventures. Nous ne pouvons pas être responsables de chacun d'entre eux», a-t-il dit. Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a également confirmé «des contacts» pour obtenir leur libération, sans plus de précision.

Le nord du Mali abrite des bases d'Aqmi d'où le groupe part commettre au Mali et dans d'autres pays du Sahel (Niger, Mauritanie et Algérie) des attentats, procède à des enlèvements d'Occidentaux et se livre à divers trafics.